

Lettre ouverte au sujet du *Common Good Summit*

Les 19 et 20 Mai 2022 se tiendra à Toulouse le 2ème *Common Good Summit*, organisé à la Toulouse School of Economics (TSE) autour du Prix « Nobel » Jean Tirole. Il annonce réunir « des leaders industriels et politiques ainsi que certains des plus brillants économistes mondiaux » afin de « dessiner ensemble une feuille de route » sur les grands défis de notre temps, dont le défi climatique.

Nous, universitaires des différents pôles d'enseignement supérieur et de recherche de Toulouse, sommes sincèrement inquiets face à cet événement. En effet, malgré sa prétention à « sauver le bien commun », plusieurs éléments laissent craindre que ce colloque ne serve avant tout d'opération de greenwashing au bénéfice de puissants acteurs économiques, plutôt que d'être une manifestation scientifique traitant les grandes et complexes questions de notre époque avec la profondeur qu'elles méritent.

La première source de malaise résulte du caractère ambigu de ce « sommet ». Se présentant comme un colloque scientifique, la liste des intervenants laisse plutôt penser qu'il s'agit d'une vitrine pour de grandes entreprises désireuses de développer leur communication. Et pas n'importe quelles entreprises : celles qui ont une responsabilité historique dans le réchauffement climatique, qui contribuent actuellement à son aggravation ou refusent de prendre les mesures à la hauteur des enjeux. Rappelons ainsi que :

- ExxonMobil a contribué de manière active à la mise en doute du réchauffement climatique¹ et continue d'axer son modèle économique sur l'exploitation des énergies fossiles².
- Amazon, dont le fondateur concentre l'une des plus grandes fortunes du monde – et qui est connue pour échapper à l'impôt grâce à l'optimisation au travers des paradis fiscaux – déploie une activité qui a un fort impact environnemental du fait de l'incitation à la consommation, de la hausse du transport commercial et de l'artificialisation des sols³.
- BNP-Paribas est la banque européenne finançant le plus massivement les investissements dans les énergies fossiles⁴.

Le dernier rapport du GIEC indique pourtant que « *si les investissements dans le charbon et les autres infrastructures fossiles se poursuivent, les systèmes énergétiques seront condamnés à des émissions plus élevées. (...) Selon les scénarios, sans piégeage du carbone, le parc mondial de centrales électriques au charbon et au gaz devrait être mis à la retraite environ 23 et 17 ans plus tôt que la durée de vie prévue afin de limiter le réchauffement climatique à 1,5°C et 2°C, respectivement* »⁵. Et, malheureusement, des scénarios avec piégeage de carbone ne sont pas une option. En effet, le *Tyndall Center for Climate Change Research* expose de manière très convaincante les raisons pour lesquelles le stockage en sous-sol, à la fois émissif en carbone et de capacité limitée à court terme, ne devrait être utilisé que pour quelques usages très spécifiques non-décarbonables comme la production de ciment. Tout investissement dans de nouvelles centrales électriques fossiles devrait donc être stoppé immédiatement. De manière générale, « *il n'y a pas la place dans un budget carbone « 1.5°C » pour une quelconque augmentation de la production de pétrole et de gaz* »⁶.

La deuxième source de malaise concerne l'absence totale d'interdisciplinarité dans ce colloque. Comment comprendre, à rebours complet des dynamiques scientifiques actuelles, la

prétention de répondre aux grands défis de notre temps, sans aucune représentation des sciences humaines et sociales (économie écologique, sociologie, histoire, ...), des sciences naturelles (géologie, climatologie, agronomie, écologie, physique, ...) ou des sciences de l'ingénieur (énergie, numérique, ...)? La complexité inouïe des bouleversements bio-géo-chimiques en cours et leur intrication avec les fonctionnements sociaux, politiques, techniques et culturels des sociétés humaines impose pourtant un regard sérieusement interdisciplinaire.

Enfin, de nombreuses thématiques qui seront abordées constituent des voies notoirement insuffisantes face à l'ampleur de la catastrophe. Une vaste littérature académique et les analyses de diverses institutions documentent avec précision les profondes limites associées à ces perspectives. Survolons rapidement certains mots-clefs :

- Le pari de l'« innovation technologique » est complètement insuffisant – voire dangereux car il occulte les autres voies nécessaires – quand, pour respecter l'Accord de Paris, l'Europe s'est engagée à réduire dès 2030 ses émissions de 55 %. Le dernier rapport du GIEC rappelle à nouveau que la fenêtre temporelle d'action que nous avons est réduite à moins d'une décennie⁷. Le temps de déploiement de nouvelles technologies n'est pas compatible avec un tel objectif, qui ne saurait être atteint à court terme sans une réduction de la demande.
- Même les études menées par des consortiums d'acteurs industriels⁸ indiquent qu'« IA » et « *smart everything* » n'ont aucune chance de limiter notre empreinte écologique, à moins d'une régulation massive des usages et de la production matérielle qui est loin d'être à l'ordre du jour⁹.
- La « croissance durable » est une notion controversée, et il semblerait plus rigoureux de la soumettre à la critique plutôt que de la prendre comme un objectif non-questionnable¹⁰. Le dernier rapport du GIEC met en avant l'importance de la sobriété et la réduction de la demande dans les politiques d'atténuation, ainsi que les freins à leur acceptation sociale que représente la croissance des inégalités¹¹. Ces deux enjeux majeurs, pourtant de nature économique, nous paraissent cruellement absents du programme de cet événement.
- La conférence sur la « neutralité carbone » est confiée à BNP Paribas, qui a annoncé sa neutralité carbone¹² en 2017, alors qu'il est trompeur d'appliquer ce concept au niveau d'une entreprise¹³. De plus cette « neutralité » n'est obtenue qu'à l'aide de la compensation carbone, un procédé dont les méfaits ne sont plus à démontrer¹⁴. On peut donc légitimement douter de l'intérêt scientifique d'une telle conférence qui risque au contraire de biaiser et d'obscurcir le débat public.

Voici donc exposées rapidement les raisons qui expliquent notre circonspection face au « Common Good Summit », dans ce qui peut l'apparenter à une opération de greenwashing de haut vol : valorisation d'entreprises à la lourde dette climatique, environnementale et humaine, prisme disciplinaire étriqué, manque de considération pour certains résultats scientifiques récents. Nous interpellons par conséquent nos collègues intervenant·es ou participant·es à ce « sommet », l'ensemble de la communauté scientifique, les citoyen·nes qui y assisteront, mais également nos élu·es qui ont prévu de cautionner l'évènement en participant aux débats, voire en assurant son ouverture (Mesdames Sahuét et Rabault et Monsieur Moudenc). Qu'une vaste entreprise de communication s'accapare ainsi un sujet d'importance universelle devrait être plutôt dénoncé. Le

bien commun et les enjeux écologiques méritent un débat critique nourri d'approches plus réflexives et plus diversifiées. La société tout entière devrait en être partie prenante, pas seulement quelques acteurs puissants à son... sommet.

Ce texte est issu des réflexions de l'Atelier d'Écologie Politique (Atécopol), collectif toulousain de plus de 160 scientifiques. Il a été rédigé collectivement par Frédéric Boone, Guillaume Carbou, Julian Carrey, Christel Cournil, Rémi Douvenot, Jean-Michel Hupé, Sylvain Kuppel, Olivier Lefebvre, Émilie Letouzey, Odin Marc, Hervé Philippe, Florian Simatos, Laure Teulière et Laure Vieu.

¹ « Assessing ExxonMobil's climate change communications (1977–2014) », G. Supran and N. Oreskes, [Environ. Res. Lett.](#) 15, 119401 (2017).

² « ExxonMobil veut continuer à pomper du pétrole, stratégie "absolument illogique" dicit le fonds Engine n°1 », [La Tribune](#), 26 avril 2021.

³ « The net environmental impact of online shopping, beyond the substitution bias », H. B. Rai, [Journal of Transport Geography](#) 93, 103058 (2021). « Le commerce par Internet est un désastre écologique », [Reporterre](#), 29 novembre 2019.

⁴ « Financement des énergies fossiles par les banques françaises: les bons et les mauvais élèves », [Libération](#), 30 mars 2022. « Fiches entreprises de 27 multinationales françaises », [Notre affaire à tous](#), 2021. A noter également la mise en cause de la banque dans son financement de la [déforestation](#).

⁵ « Working group III contribution to the IPCC 6th assessment report (AR6) », IPCC, technical summary p.53 (2022)

⁶ « Phaseout Pathways for Fossil Fuel Production Within Paris-compliant Carbon Budgets », D. Calverley and K. Anderson, [Tyndall Center](#) (2022).

⁷ Voir ce très bon [résumé grand public](#) des arguments sur le sujet.

⁸ « Digital with a purpose - Delivering a Smarter2030 », [GeSI](#), 2019.

⁹ Voir à ce sujet : « L'impératif de la sobriété numérique », F. Flipo, 2020 ; « Assessing ICT global emissions footprint: Trends to 2040 & recommendations », L. Belkhir and A. Elmeligi, *J. Clean. Prod.* 177, p. 448 (2018) ; « Digitalization and energy consumption. Does ICT reduce energy demand? », S. Lange, J. Pohl and T. Santarius, *Ecological Economics* 176, p. 106760 (2020)

¹⁰ Voir à ce sujet par exemple le rapport de l'Agence Européenne de l'Environnement (« [Reflecting on green growth](#) », 2021.) ou la revue de littérature par [Wiedenhofer et al.](#), 2020.

¹¹ « Climate Change 2022 : Mitigation of Climate Change », IPCC, summary for policymakers (2022).

¹² « Zoom sur la neutralité carbone de BNP Paribas », [BNP Paribas](#), 2020

¹³ L'ADEME, dans une [récente note](#) insiste sur les risques liés à l'emploi de cette expression pour désigner autre chose qu'une balance mondiale des émissions. On peut aussi se référer au [rapport](#) de la société Carbone 4 au sujet du Net Zero Initiative.

¹⁴ « Pourquoi il faut interdire la compensation », [Atécopol](#), 2022.